

**M. Bell:** Qui a écrit celle-là?

**M. Beaudry:** Monsieur le président, ai-je entendu il-était-une-fois Hees?

**M. Hees:** Les rires sont toujours bien faibles.

**Une voix:** Vous voulez dire une-fois-de-trop Hees.

**M. Beaudry:** ...ou l'irritable, puéril et souvent suffisant plaideur en faveur de la temporisation.

**M. Hees:** Paç un seul rire pour celle-là.

**M. Beaudry:** Nous parlons, de ce côté-ci de la Chambre du moins, d'une question vraiment grave. J'aimerais croire que l'inquiétude que manifeste le chef de l'opposition au sujet de la propriété des pipe-lines à gaz par une majorité de Canadiens s'inspire aussi bien du sens de la réalité que du sens du devoir public. Comme il n'a pas réussi à convaincre au moins un de ses tenants, et c'est celui qui serait apparemment le mieux en mesure de juger de la situation et de peser les avis de son chef, je crains qu'il ne réussisse pas non plus à convaincre la Chambre et le pays. Notre pays n'oubliera pas que, si à l'époque actuelle de notre histoire politique on a pu même dire qu'un ouvrage d'un milliard de dollars devait ou pouvait être entrepris avec des capitaux canadiens seulement, c'est précisément parce que le Canada a réalisé, dans le domaine économique, des progrès aussi considérables et, cela, sous l'égide même du parrain de cette résolution et du Gouvernement. Entre le chef de l'opposition et le ministre du Commerce, notre pays a de bonnes et de suffisantes raisons d'avoir foi dans les actes de l'un plutôt que dans le flot de paroles de l'autre. Il n'y a pas eu d'équivoque à cet égard depuis 1935, et encore moins depuis 1948.

Le chef de l'opposition ne convaincra pas le pays parce qu'il néglige de mentionner que son ami de cœur, l'autonomiste Duplessis, a vendu à ce que je crois être des capitalistes américains l'exploitation,—peut-on s'imaginer?,—de la division du gaz de l'hydro-Québec. Il ne convaincra pas le public, parce que le président actuel de la Fédération conservatrice et le plus récent des ex-présidents n'ont pas encore déterminé quelle théorie ou quel discours a le meilleur effet, ni où ni à quel moment une certaine version convient le mieux au Québec, à l'Ontario et ailleurs, ni laquelle de la politique de Duplessis au sujet de l'Ungava ou de l'hégire de Bennett à Londres se prête le mieux à la recherche des faveurs du public.

Il y a du gaz naturel en Alberta. Environ un sixième de ce gaz se perd chaque jour, parce qu'il n'est pas canalisé, qu'il suinte et se dissipe dans l'air. Il y a du gaz naturel en

Alberta. L'Alberta est une des dix provinces canadiennes et il incombe au Canada d'aider à exploiter une ressource naturelle. Jusqu'ici cela semble judicieux, même à l'opposition, vu surtout qu'une grande partie du Canada profitera des avantages du gaz. Cela éliminerait les importations de gaz naturel et serait d'un intérêt particulier pour le député de Cap-Breton-Sud en réduisant d'environ 200 millions de dollars par année nos importations de houille américaine. Pour obtenir un tel résultat, il faut aménager un pipe-line.

Mais, selon l'exposé verbeux de l'opposition, nous ne devrions pas avoir un pipe-line encore, parce que les Canadiens devraient endosser un billet de 72 millions remboursable le 2 avril 1957 et portant intérêt à 5 p. 100. Y a-t-il une garantie? Oui, il y a le pipe-line, ainsi que tous les biens meubles et immeubles de la *Trans-Canada Pipe Lines Limited*. Mais pour le chef de l'opposition cela ne suffit guère. Cela n'est pas assez considérable ni concret. Il préfère demander des noms sur un conseil d'administration. Il est urgent d'avoir un pipe-line. Le député de Calgary-Nord vient de le déclarer. Bien des Canadiens discernent que ce besoin est vital, mais toute l'opposition, conservatrice ou cécé-fiste, semble oublier une chose.

Nous du parti libéral qui constituons le gouvernement sommes ceux, et les seuls, à qui depuis 21 années historiques, pour l'avancement financier, économique et social de notre pays, ait été confiée la gestion du patrimoine du Canada. Nous sommes, et avons été pendant plus des deux tiers de l'histoire du Canada fédéré, les dépositaires de ce qui est bon et sain pour le Canada. J'ai vu bien des élections et, à chacune d'entre elles depuis l'arrivée du chef actuel de l'opposition, nous avons été heureux de faire examiner minutieusement nos politiques, notre conception du bien public canadien et notre administration et de les faire approuver par les quelque six millions de Canadiens qui choisissent en fin de compte ceux qui occupent ces banquettes.

Nous attendons avec impatience la date du scrutin et, par bonheur, quand elle arrivera, ce qui ne saurait tarder, nul n'aura encore oublié ce débat, ni les protagonistes du pipe-line, ni ses antagonistes, quels que soient les motifs qui les animent, et nous pourront alors dire à nos frères canadiens: chargés par vous du soin de sauvegarder vos intérêts, moraux, matériels ou financiers, dans le présent et dans l'avenir; sûrs que l'avenir du Canada et de chaque Canadien, quel que soit son âge, réside dans la mise en valeur de chacune des ressources naturelles dont la Providence a comblé le Canada; sincèrement